

« Les jeunes défendent une laïcité plus ouverte »

Penseur critique des forces de l'ordre, Sebastian Roché se penche, dans son dernier ouvrage, sur les aspirations de la jeunesse française qu'il voit « cosmopolite » et attachée à la liberté. Mais à ses yeux, l'école et la police sont devenues un frein pour la citoyenneté des jeunes.

Par **Propos recueillis par Aurélien POIVRET** - 27 mars 2022 - DNA

« Plus de 90 % des jeunes déclarent vouloir être français », affirme le politologue Sebastian Roché, professeur à Sciences-Po Grenoble. Photo DR

La jeunesse est l'objet de beaucoup d'attentions, surtout en période électorale. Pourquoi lancer une nouvelle étude ?

« Je travaille sur les jeunes depuis la fin des années 1990 : la délinquance des adolescents, leur rapport à la loi, puis les discriminations par la police... Je m'intéressais à la réalité de la vie quotidienne des enfants des familles ordinaires. Il restait à étudier l'étage du dessus : leur relation à la citoyenneté. On voit l'enjeu en cette période marquée par l'abstention. Il est essentiel de comprendre le rapport aux identités, à la politique, au vote. Or, tout cela se met en place avant l'âge adulte, à l'adolescence. »

Justement, que ressentent les adolescents vis-à-vis de la Nation française ?

« D'abord, il faut se poser une question : qu'est-ce qu'une nation ? C'est une identification subjective à un collectif, c'est une identité politique. Il y a des degrés, et la vision qu'en ont les jeunes se construit en décalage avec ce que disent les politiques. Plus de 90 % d'entre eux déclarent vouloir être français. Mais ils se sentent français « et autre chose » : « français et algérien », « français et européen » par exemple. Ils imaginent la Nation différemment de leurs aînés, leur définition déborde les frontières du pays. Ils sont plus cosmopolites. »

Le débat intellectuel français s'est focalisé ces dernières années sur « l'archipélisation » de la société. Est-ce un constat que vous faites pour la jeunesse française ?

« Il y a dans la jeunesse des différences socio-économiques très importantes, bien sûr. Mais ce qui fonde le sentiment national, c'est avant tout la relation à l'État, et donc aux agents de l'État. C'est l'ensemble de leurs émotions, quand ils sont adolescents, qui fabrique leur identité, et le sentiment d'appartenance à la Nation.

La notion d'archipels me paraît ne pas aider la compréhension de la fabrication d'une Nation car elle laisse penser qu'on est une Nation si on se ressemble. Ce n'est pas du tout le cas : la Nation est un projet politique qui rassemble des gens différents, souvent opposés. »

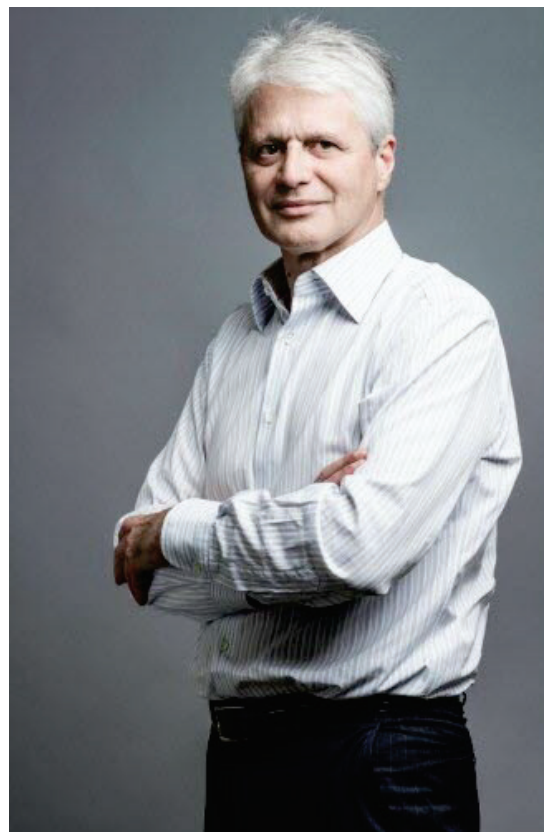
Bio express

- **1961** : naissance à Gassin dans le Var.
- **1991** : doctorat à Sciences Po Grenoble, entrée au CNRS.
- **2001** : La délinquance des jeunes (Seuil).
- **2015** : nommé directeur de recherche.
- **2016** : De la police en démocratie (Grasset).
- **2017** : expert pour le Conseil de l'Europe (Direction des droits de l'Homme).
- **2022** : La Nation inachevée (Grasset).

Dans votre livre, vous pointez l'échec de l'école dans le développement de la citoyenneté. Quels sont vos arguments ?

« Dans presque tous les pays, comme en France, l'État a le projet de construire une Nation. Et c'est l'école qui doit en être le creuset. On veut apprendre aux jeunes à être citoyen en leur donnant des cours. Or, ce projet, idéalisé par la fameuse lettre de Jean Jaurès à une époque où on cherchait à rapprocher une jeunesse catholique de la jeune République, ne fonctionne pas aujourd'hui.

Une carte scolaire mal gérée concentre les minorités et les pauvres dans certains établissements ghetto. Les jeunes y font l'expérience de la ségrégation et leur sentiment national s'affaiblit. La mixité est un facteur essentiel dans l'adhésion à la Nation, avec la réussite scolaire. En France, l'école ne corrige pas les inégalités, mais elle les renforce. »



Quelle idée se font-ils de la laïcité, et de la place de la religion ?

« La tendance générale est celle d'un recul des religions. Être athée est devenu la norme et les adolescents incarnent cette norme. Sur la question de la laïcité – qui les concerne directement à travers le port du voile à l'école ou les menus de la cantine – ils sont très partagés quant à l'utilité de l'interdiction des signes religieux ostentatoires à l'école : un tiers y est favorable, un tiers est contre, et un tiers ne sait pas. Ceux qui doutent le plus des bienfaits de l'interdiction sont ceux qui font l'expérience de la ségrégation à l'école. Sur le plan des principes, ils attendent de pouvoir exprimer leurs convictions religieuses librement. Ils défendent une laïcité ouverte. Les lignes bougent. Les jeunes pensent que la liberté de conscience est un pilier du vivre-ensemble. Ils y sont très attachés. »

Vous critiquez la stratégie de défense de la laïcité à l'école mise en place par l'État. Mais sans elle, n'est-ce pas laisser la porte ouverte au communautarisme ?

« C'est justement le communautarisme qui est la doctrine de l'État depuis 20 ans. Quand on stigmatise un groupe social comme l'ont fait Jean-Michel Blanquer (ministre de l'Éducation nationale, NDLR) ou Gérald Darmanin (Intérieur), qui se dit « choqué » qu'il y ait des rayons de « cuisines communautaires » au supermarché, quand on confond la Nation avec le fait d'avoir un sapin de Noël comme dernièrement Valérie Pécresse (présidente de la région Ile-de-France et candidate LR à la présidentielle, NDLR), on établit une définition ethnique de la Nation et on nie ainsi sa nature politique. C'est ce séparatisme d'État qui produit du rejet de la République. »

Vos travaux sont régulièrement critiqués à l'endroit des méthodes de travail des forces de l'ordre et selon vous, celles-ci nuisent au sentiment de citoyenneté. Pourtant, la popularité des policiers et gendarmes reste forte. Comment l'expliquez-vous ?

« Simplement : les gens satisfaits de la police sont ceux qui n'ont pas affaire à elle. On a maintenant dix ans de données sur les contrôles au faciès. Ils ont lieu dans toutes les villes étudiées, ce qui permet d'affirmer que la discrimination est systémique. De plus, je montre que les actions de prévention de la police dans les écoles sont réservées aux quartiers favorisés. Le ministère de l'Intérieur dit lui-même que la police a une mission de cohésion et de promotion de la citoyenneté. Mais dans les faits, ses choix tactiques ont des effets opposés, ils sapent la croyance dans la République. »

Finalement, à quoi aspirent les jeunes ?

« Je dirais qu'ils ont deux valeurs majeures : la liberté et l'égalité. Les jeunes valorisent la liberté. Mais ceux qui font l'expérience de l'inégalité perdent confiance dans les leaders politiques qui disent agir en leur nom. »

Sebastian Roché, *La Nation inachevée*, Grasset, 397 pages, 22,50 euros.

SEBASTIAN ROCHÉ

La nation
INACHEVÉE

La jeunesse
face à l'école
et la police

GRASSET